

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (1976)
Heft: 367

Artikel: Reprise ou rémission
Autor: [s.n.]
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1023775>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 29.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Reprise ou rémission

En République fédérale allemande, Mercedes-Benz va connaître un chiffre d'affaires jusqu'ici inégalé. Aux Etats-Unis aussi, ce qui se vend le mieux c'est la grosse bagnole. Certes, ces modèles consomment beaucoup d'essence. Mais des surplus pétroliers sont à éponger... Faut-il donc dire, sur un ton quasi fêlard, « ça repart » ?

M. Leutwiler, président de la direction de la Banque Nationale Suisse, s'est livré à cette analyse devant les actionnaires de l'assemblée générale. Son diagnostic, réserve faite de la formulation, rejoint le nôtre pour l'essentiel. Résumons une fois de plus !
D'abord l'Europe.

Changement de climat

Evolution démographique défavorable. Faible natalité, vieillissement de la population, « les réserves de main-d'œuvre, qui existaient après la deuxième guerre mondiale dans les régions limitrophes de l'Europe à vocation essentiellement agricole semblent largement épuisées ».

Coût des matières premières en hausse. Même si les ressources disponibles sont beaucoup plus larges que plusieurs l'ont prétendu, l'exploitation de nouveaux gisements se fait à coûts plus élevés; d'autre part, les biens, autrefois gratuits comme l'eau ou l'air, exigent que leur soit affectée une portion toujours plus grande du produit national brut.

Energie. Le prix extrêmement bas du pétrole, après-guerre, a facilité l'essor de la conjoncture. Ce facteur a cessé de jouer.

Déséquilibres

Dans un horizon plus large, il faut constater.

— l'excédent de la balance des revenus des pays riches en pétrole et pauvres en population;

— la pauvreté accrue, la misère des pays du tiers

monde sans ressources naturelles; certains ont atteint dès maintenant les limites de l'endettement; — l'inégalité de la vigueur financière des pays de l'OCDE; le déficit global de la balance des revenus de ces pays a été ramené à six milliards de dollars en 1975; mais cinq, à eux seuls, accusent un excédent de 22 milliards (Etats-Unis, RFA, Belgique, Pays-Bas, Suisse), les dix-huit autres membres de l'OCDE font apparaître un déficit de 28 milliards;

— le déséquilibre démographique mondial.

Enfin, dans le monde industrialisé, la reprise est jusqu'ici beaucoup plus liée à la reconstitution des stocks, aux investissements publics, au redémarrage limité de la consommation qu'à un renouveau de l'investissement privé, industriel.

Dès lors, le « boom » automobile américano-allemand apparaît surtout comme le révélateur de la soif de consommation des couches riches de la population, peu ébranlée jusqu'ici par la récession, et celle des nouveaux riches de la planète, plutôt que comme le signe d'une reprise économique profonde.

Devant les actionnaires de la BNS, à partir de ce diagnostic, M. Leutwiler a surtout développé le problème des changes, mais en ce qui concerne l'économie, sa pensée, hélas ! est des plus classiques : limitation de la part des pouvoirs publics au produit national brut, restructuration des sec-

teurs industriels au profit de celui des services, croissance limitée de la masse monétaire, surveillance des coûts salariaux.

A partir d'un diagnostic identique, à savoir un changement durable de la conjoncture économique, le « léger mieux » constaté aujourd'hui ne modifiant pas les causes profondes de la stagnation, il est nécessaire de développer un autre programme économique, dont nous rappelons ici quelques têtes de chapitre (énumération non exhaustive) :

— une redistribution plus égalitaire des revenus, par la politique salariale négociée, par la fiscalité, par le développement des assurances sociales;

— une limitation des faux coûts économiques; contrairement à ce que pense M. Leutwiler, le développement des services n'est pas, globalement, un progrès dans l'évolution structurelle;

— une politique différenciée du crédit, avec des taux de faveur pour les travaux liés à l'amélioration qualitative de l'environnement;

— un contrôle des prix, indispensable en période de surévaluation du franc;

— une stimulation et une orientation de la recherche.

Mais en fait, sans un réexamen complet des rapports pays riches — pays pauvres, toute mesure, même judicieuse, ne créera que des réussites et des équilibres locaux.

Annnonce mortuaire

« Journal de Genève » du 14 juin. Publication d'un emprunt de la Société anonyme du « Journal de Genève ». Jamais la mort de la « Gazette de Lausanne » n'a été jusqu'ici confirmée dans des termes aussi secs que sous la signature de MM. Olivier Reverdin et Pierre-Ami Chevalier, respectivement président et administrateur-délégué de la dite S.A., plaidant pour la « base économique nécessaire » à assurer l'avenir d'un « grand quotidien romand d'opinion et de réflexion dans la

ligne libérale » : « Dès 1972, une collaboration a été commencée avec la « Gazette de Lausanne », qui souffrait particulièrement des difficultés que la presse d'opinion éprouve actuellement en Suisse. Cette collaboration s'est développée pour déboucher à fin 1975 sur un contrat d'affermage de la « Gazette de Lausanne » et du « Journal de Genève » qui n'ont plus qu'une seule administration, une seule rédaction et un seul lieu d'impression et qui, dès à présent, ne se distinguent que par leurs titres, leurs pages locales et la publicité ». Les lecteurs feront leurs comptes.